

Eglise et lutte de classes

Après les débats et luttes des dernières années sur l'avortement et la sexualité, après les interventions de la hiérarchie catholique au Portugal, qui peut prétendre que l'Eglise ne joue pas un rôle au niveau politique comme idéologique ?

Traversée par la lutte des classes, l'Eglise est comme les autres appareils d'Etat un lieu de combat.

Comment des militants révolutionnaires peuvent-ils considérer ce front de lutte ? Quelle doit être la politique d'un parti comme le PSU vis-à-vis des chrétiens ? Comment mener jusqu'au bout la critique des comportements religieux ?

Est-il possible de couper le marxisme de son fondement philosophique explicite : le matérialisme ? Et, dans ce cas, le matérialisme historique a-t-il encore une cohérence ? Marx effectue une critique de l'idéologie comme « conscience fautive » de la réalité sociale. Est-il possible de soustraire l'idéologie religieuse à cette critique ? La présence des chrétiens dans le mouvement révolutionnaire s'explique-t-elle par le développement de la lutte des classes et par la crise de l'idéologie bourgeoise, ou par un retour aux sources de la foi chrétienne ? Telles sont quelques unes des questions que pose en particulier la contribution de Jean Guichard, et sur lesquelles nous reviendrons.

Un certain nombre de mouvements de chrétiens sont aujourd'hui intéressés à des titres divers par la structure internationale des Chrétiens pour le socialisme. Nous avons posé donc les quatre mêmes questions à plusieurs mouvements : les groupes Témoignage Chrétien, les Chrétiens critiques, Vie nouvelle et les Chrétiens marxistes afin d'éclairer les questions d'analyse et de stratégie qui se posent pour ceux qui se battent sur ce front de lutte. Un tel sujet aurait mérité d'être complété par des interviews de certains groupes particulièrement actifs à la base : cercle Jean XXIII à Nantes, Cité nouvelle, et aussi des mouvements de jeunesse particulièrement importants, JEC, JOCF, JEC, MRJC, ACU...

Si le débat n'a pas toujours été facile sur ces questions, il nous faut aujourd'hui les approfondir. TS ouvre donc, aujourd'hui, le dossier. Il y reviendra.

Crise de l'Eglise

Marxisme et Christianisme

Quels sont les signes et quelles sont les causes de la crise de l'Eglise ? Les positions des chrétiens socialistes face au marxisme... Le marxisme est-il un athéisme ? Marxisme et foi sont-ils contradictoires ?

Tels sont les thèmes du débat organisé par le Centre populaire de formation socialiste, le mercredi 26 novembre à 20 heures 30 à Paris, salle de la Mutualité, 24 rue Saint Victor (Métro : Maubert Mutualité). Avec Paul Blanquart, Jean-Marie Demaldent, Jean Guichard, Guilio Gerardi, Victor Leduc, Jacqueline Marchand, Philippe Warnier.

Participation aux frais.

Comportements religieux ?

Le PCF s'intéresse depuis longtemps aux chrétiens... avec moins de succès, d'ailleurs, que le PS qui a largement recruté dans ces couches au cours des mois précédents : mais l'un comme l'autre se gardent bien, de développer une critique du comportement religieux.

C'est que cela risquerait de remettre en cause leur conception même de l'action politique, de faire apparaître que les partis peuvent aussi fonctionner comme sociétés religieuses : appareil possédant la vérité et empêchant recherche et critique ; dogmes enfermés dans des formules figées et références incantatoires ; sociétés initiatiques sécrétant un langage propre compréhensible de l'intérieur uniquement : infaillibilité des chefs, dévotion, abnégation et sacrifice de la base ; « militants professionnels » assurant la structuration et la défense de l'appareil ; au total une aliénation religieuse qui détourne l'énergie militante de ses buts.

Ce sont des questions qui nous sont posées à nous aussi, surtout si nous visons le dépassement de nos structures dans un sens plus autogestionnaire.

rencontres avec :

● Vie nouvelle

Ce Mouvement d'éducation populaire, issu des couches moyennes, mène un front de lutte ecclésial sur l'idéologie religieuse.

TS : Quelle est votre plate-forme politique.

Philippe Warnier : Ces dernières années nous avons précisé nos positions sur le problème du Tiers-monde (très pris en compte et très important pour notre mouvement) et sur le problème du marxisme, pas seulement sur le plan politique mais aussi par rapport à la foi et au personnelisme.

Nous affirmons plus que jamais notre appartenance au courant socialiste et, de plus en plus dans nos textes, notre appartenance au courant socialiste autogestionnaire. Nous avons choisi notre camp dans la lutte des classes, bien que notre mouvement soit un mouvement d'éducation populaire, admettant que les gens évoluent, changent et acquièrent un certain nombre de choses. Cette prise de conscience d'un choix de classe nécessaire se fait progressivement. La majorité des militants de la Vie nouvelle est issue des couches moyennes ; le gros problème pour nous, c'est précisément de faire prendre conscience aux gens que leur solidarité objective n'est pas du côté de la classe dominante, mais du côté du prolétariat.

TS : Quelle est votre stratégie vis à vis de l'Eglise ?

Ph W : Nous analysons l'Eglise comme un appareil de reproduction de l'idéologie dominante. La lutte de classe passant en elle, un certain nombre de gens contestent la manière dont le discours théologique, l'interprétation des textes, la liturgie véhiculent l'idéologie dominante.

A la Vie nouvelle, nous nous situons comme croyants. L'Eglise est le corps social à travers lequel nous avons reçu la foi et nous ne réduisons pas la foi à une idéologie. Le problème pour nous est de réinventer un discours de foi, de nouvelles formes d'expression de la foi qui échappent à l'idéologie dominante.

L'Eglise n'est pas seulement appareil de reproduction de l'idéologie dominante par son discours, mais aussi par sa pratique sociale : division entre clercs et laïcs, appropriation du savoir et du pouvoir par une caste.

Nous essayons de vivre toutefois une certaine fidélité à l'Eglise, car nous ne pensons pas possible de vivre la foi sans Eglise. Mais dans une Eglise radicalement transformée et ayant fait son choix dans la lutte de classe.

Notre action vise à faire basculer les masses chrétiennes dans le camp du socialisme. Cette lutte n'est pas seulement un pur instrument d'un choix politique mais c'est pour nous une question de foi et de choix à l'intérieur de l'Eglise.

TS : Quelle est votre référence à Jésus ?

Ph W : Chez nous, comme souvent dans les com-

munautés de base, on parle plus volontiers de Jésus de Nazareth que de Jésus Christ. La majorité d'entre nous récuse les attributs divins qu'a plaqués l'histoire théologique sur l'homme Jésus. S'il y a un Dieu, c'est à travers la personne humaine de Jésus Christ que nous le redécouvrons, mais la question de Dieu ne va pas de soi pour beaucoup de camarades.

Nous sommes amenés à dire que Jésus a été un prophète religieux, politiquement partisan, qui a fait son choix, qui a critiqué fondamentalement le système politico-religieux qui soutenait la Rome coloniale. L'engagement politique a été un enjeu décisif dans la vie de Jésus comme cela doit être un enjeu décisif pour nous, en tenant compte de la situation politique actuelle.



TS : Quelle est votre pratique ?

Ph W : Nous avons la pratique d'un mouvement d'éducation et d'action communautaire. Nous faisons un travail de formation politique sur tous les terrains de la vie des gens, et nous avons une pratique proprement au niveau religieux : élaboration de la foi et début d'expression de la foi : inventer à partir de nos luttes et de notre solidarité conflictuelle avec l'Eglise de nouvelles formes de célébration de vie chrétienne.

Il nous arrive de ne pas rejeter d'entrée des rencontres avec l'Eglise : par exemple sur la libération des hommes et le Salut en Jésus Christ, où nous avons participé spécifiquement et avec nos idées.

**Propos recueillis par
Jean-Marie FERRIGOULES**

● Chrétiens critiques

C'est à partir de leur position de classe que les chrétiens comme les autres, peuvent s'engager dans la lutte

TS : Quelle est votre plateforme politique ?

Henri Bouyol : Les hommes ne peuvent vivre pleinement qu'en se libérant, à travers les luttes qui se mènent sur tous les lieux où les hommes sont exploités. Nous refusons l'exploitation et l'oppression, c'est-à-dire le primat du profit et de l'autorité tant dans la société civile que dans les Eglises. Nous pensons que les chrétiens n'ont pas besoin d'une Eglise ou d'un mouvement (même dit de gauche) pour leur dicter leur conduite politique.

C'est dans ce sens précis que « **Chrétiens critiques** » refuse de donner une orientation politique à ses membres. Nous n'avons pas comme fonction de définir un projet politique spécifique. Nous refusons donc l'étiquette de chrétiens de gauche, voire de chrétiens d'extrême gauche.

TS : Quelle est votre stratégie vis-à-vis de l'Eglise ?

HB : Le projet spécifiquement politique de « **Chrétiens critiques** » qui se situe par rapport aux Eglises quelles qu'elles soient, a trois grands axes.

Le premier est purement politique : nous pensons en effet que les Eglises actuellement ont des positions de classe, celles de la bourgeoisie, du pouvoir établi.

Le deuxième axe est l'opposition à l'idéologie des Eglises : elle exerce une action répressive sur la société toute entière (prises de positions de l'épiscopat sur l'avortement et la contraception mais aussi idéologie des systèmes ecclésiastiques par rapport à la vie sexuelle, la famille, etc.) qui empêche les chrétiens de reconnaître et de rejoindre la lutte des hommes pour leur libération.

Notre troisième axe est un combat plus direct et plus intérieur aux Eglises : (pouvoirs monarchiques de l'Eglise catholique ou pouvoir faussement démocratique de l'Eglise réformée). Nous luttons pour instaurer une autre forme de pouvoir : celui de tous les membres de la communauté chrétienne, sous des formes diverses, de vivre et de pratiquer leur foi :

communautés de base, paroisses ou mouvements d'Action catholique.

Pour cela nous prôtons deux lignes. Nous voulons susciter de nouvelles formes d'existence chrétienne, et rechercher une nouvelle intelligence de la foi.

C'est ce que nous appelons la prise du pouvoir par les chrétiens dans les Eglises. Elle suppose de supprimer l'expression sociale actuelle des Eglises, c'est-à-dire les systèmes ecclésiastiques.

La question est de savoir ce qu'on fait : une autre forme d'Eglise sous le contrôle de l'ensemble des chrétiens ou un mouvement chrétien non organisé, non structuré ? Le débat est ouvert ; il est peu clair actuellement.

TS : Quelle est votre référence à Jésus ?

HB : L'existence de Jésus de Nazareth est décisive dans l'histoire des hommes, comme l'affirme notre déclaration de Vincennes. Donc nous nous référons explicitement à Jésus de Nazareth, même si la nature de la référence reste en débat : Jésus de Nazareth - homme dont la pratique pose question ou Jésus-Christ apportant un message d'amour de Dieu.

De plus, nous nous affirmons d'Eglise, c'est-à-dire que nous exerçons une présence contradictoire dans les Eglises et que nous refusons l'appropriation de Jésus de Nazareth par tout système ecclésiastique.

TS : Quelle est votre pratique ?

HB : Nous avons des groupes locaux assez actifs qui agissent seuls ou avec d'autres organisations chrétiennes. Ils ont distribué des tracts aux portes des églises sur le denier du culte (« donnez votre argent aux organisations qui vous défendent, refusez la charité à vos prêtres), les événements en Espagne face au silence total ou partiel des Eglises, pour la libre prise de parole dans les églises. Nous avons envoyé une lettre ouverte à Marty sur l'avortement qui a été distribuée aux portes des églises de Paris, fait des affiches ou des articles sur le sacre des évêques.

**Propos recueillis par
Yves BAROU ■**

● Groupes témoignage chrétien

Les groupes Témoignage Chrétien (quelques dizaines) rassemblent ceux qui se réfèrent à l'hebdomadaire TC et souhaitent agir localement. Ces groupes, qui constituent plus une mouvance qu'un mouvement, sont simplement fédérés.

TS : Quelle est votre plateforme politique ?

Claude Gault : Il s'agit plus d'une mouvance que d'un mouvement puisque chaque groupe a pleine autonomie d'action. L'équipe nationale de TC assure seulement une liaison entre ces groupes. Il ne peut donc y avoir de plateforme politique commune comme dans un parti.

La dimension politique n'est cependant pas absente, ne serait-ce que parce que les militants tentent d'approfondir les rapports entre foi et engagement pour le socialisme. Ils sont presque tous engagés dans divers mouvements, pour les syndicats le plus souvent à la CFDT, pour les partis au PS (pour les deux tiers) et au PSU (pour un quart).

TS : Quelle est votre stratégie vis-à-vis de l'Eglise ?

C G : Notre démarche fondamentale est de mener le combat à l'intérieur des Eglises, ceci pour des raisons de fond (c'est en communauté que nous vivons notre foi) et pour des raisons tactiques (nous voulons entraîner la masse des chrétiens à rompre avec la droite et c'est dans les Eglises que nous les trouvons). Tout le problème est de savoir si les chrétiens peuvent porter un témoignage collectif en prenant parti pour les pauvres et pour la justice. Les Eglises évoluent et cela montre que notre combat est utile. De toutes façons, l'attitude des masses chrétiennes sera déterminante dans l'avenir politique de la France et si l'on veut changer la société, il faut aussi changer les Eglises. Si celles-ci ne le font pas d'elles-mêmes, les événements s'en chargeront.

TS : Quelle est votre référence à Jésus ?

C G : Elle est pour nous essentielle mais nous demeurons ouverts à tous, croyants et non-croyants. Nous nous affirmons comme chrétiens parce que nous voulons porter un témoignage sur le plan de l'opinion publique. Nous montrons ainsi aux masses chrétiennes que l'on peut se

référer à Jésus-Christ et être en même temps socialiste ; nous montrons aux non-chrétiens que « l'Eglise », ce n'est pas forcément le conservatisme officiel. Il nous semble important de relier — sans les confondre — les deux options : socialiste et chrétienne : on ne témoigne pas de l'Evangile si on ne se bat pas pour changer le monde ; la foi se vit dans la révolution.

TS : Quelle est votre pratique ?

C G : Variable, selon les choix des groupes et des militants. Mais nous sommes présents dans tous les grands combats de la gauche et, parallèlement, nous menons le combat sur des problèmes spécifiques (par exemple, notre campagne auprès de l'épiscopat portugais, notre action contre l'utilisation du fait religieux par la droite française, par les sionistes ou par les missionnaires expulsés du Vietnam...). Des batailles concrètes aussi : ainsi, il y a quelques années, un de nos groupes a contraint un évêque, qui voulait vendre à trop bon prix des terres diocésaines, à les céder à bon marché aux fermiers qui les exploitaient.

Dans l'immédiat, nous consacrons nos efforts au lancement du mouvement « Chrétiens pour le socialisme » en France. Certains blocages initiaux ont maintenant été dépassés et les groupes CPS voient progressivement le jour. Ils rassemblent à la fois des militants appartenant à des mouvements et des isolés. Nous travaillons beaucoup dans ce sens en nous efforçant d'échapper à deux dangers : celui de faire un mouvement d'intellectuels de plus et celui de constituer une sorte de parti chrétien de gauche ou une tendance chrétienne à l'intérieur d'un parti de gauche. Nous consacrerons au mouvement CPS l'essentiel de notre rencontre nationale des Amis de « TC » les 13 et 14 décembre prochains à Orléans.



● Chrétiens marxistes

Nés en 1974 de l'aile la plus radicale des « Chrétiens en recherche » qui s'était retrouvée au Rassemblement de Rennes en 1972 et de Dijon en 1974, les chrétiens marxistes disposent d'une revue mensuelle Cité nouvelle

T.S : Quelle est votre plateforme politique ?

Jean-François Charbonnier : Notre mouvement s'est constitué récemment sur une base politique précise. Constatant l'ambiguïté politique qui régnait dans les rassemblements de chrétiens de gauche, nous nous sommes regroupés sur la base d'un engagement marxiste révolutionnaire. Par ce fait, nous avons provoqué une clarification entre les différents mouvements chrétiens, la plupart d'entre eux adoptant publiquement la stratégie d'union de la gauche.

Ainsi, notre mouvement regroupe des gens engagés dans des organisations de la gauche révolutionnaire, ou proches de celles-ci, afin d'ouvrir un front de lutte contre l'idéologie religieuse en tant qu'outil des classes dominantes. Nous ne sommes pas une organisation révolutionnaire de plus. Mais, de par notre pratique dans ces organisations et de par notre pratique spécifique contre l'idéologie religieuse, nous participons à la radicalisation politique des chrétiens progressistes et des couches influencées encore par l'idéologie chrétienne.

TS : Quelle est votre stratégie vis-à-vis de l'Eglise ?

JFC : Il ne faut pas parler de l'Eglise, mais des Eglises chacune d'elles représentant différemment des appareils idéologiques chargés de reproduire, produire l'idéologie dominante.

Nous n'avons pas de stratégie particulière vis-à-vis de ces appareils : nous n'avons pas pour but spécifique de les détruire ou de leur proposer une alternative. Mais ces appareils existent et nous luttons contre leur fonction. En France, cette lutte est tout aussi importante que dans les pays dits de chrétienté, tels que l'Italie, l'Espagne, ou le Portugal, sans parler de l'Amérique latine. En effet, ces appareils fonctionnent plus subtilement en France, de façon moins voyante mais tout aussi efficace.

TS : quelle est votre référence à Jésus ?

JFC : Cette question est mal posée. En effet, elle se trouve posée en dehors de toute référence à notre pratique révolutionnaire. Le seul moyen d'y

répondre est d'entrer dans une démarche idéaliste. La notre est différente. Nous ne pouvons apporter une réponse à cette question de notre référence chrétienne qu'en confrontant celle-ci à notre pratique révolutionnaire.

Ce que recouvre historiquement le mot de christianisme joue aujourd'hui une fonction d'abord aliénante. Nous avons en commun de nous poser la question : une référence chrétienne peut-elle jouer un rôle libérateur ? Mais si nous posons la question en ces termes, ceci implique :

1) que notre recherche s'opère dans les luttes où les hommes commencent à réaliser leur libération ; que tout discours chrétien parlant de libération, qui n'est pas élaboré dans ces conditions, est irrecevable,

2) que notre recherche se fait dans une tension nécessaire entre ceux pour qui la référence chrétienne est positive et ceux qui pensent que le travail ne peut être que de déconstruction ou de critique,

3) que nous refusons de nous laisser enfermer dans la problématique foi / non foi.

TS : quelle est votre pratique ?

JFC : Elle est fonction de notre définition politique. Nous n'intervenons que lorsqu'il nous semble important d'apporter une contribution à une lutte plus large et sur un aspect spécifique. Par exemple, nous estimons devoir apporter un soutien à la lutte révolutionnaire au Portugal. Nous l'avons fait, et continuons à le faire, non pas dans le champ qui concerne les organisations politiques, mais sur notre champ propre. Ainsi, nous dénonçons le rôle réactionnaire des Eglises portugaises, nous essayons de montrer comment le poids du christianisme bloque le développement du processus révolutionnaire, comment la direction politique du PS portugais joue de l'idéologie chrétienne pour empêcher le processus de création du pouvoir populaire.

Bien entendu, notre pratique ne s'inscrit pas toujours dans le cadre d'une lutte plus large. C'est le cas par exemple de nos camarades d'Annecy qui se sont battus contre la hiérarchie catholique locale. En fait, les groupes locaux jugent eux-mêmes de l'opportunité de déclencher telle ou telle lutte. Notre pratique est fonction de notre objectif : participer au développement des luttes sociales soit en y contribuant par un apport spécifique, soit en prenant l'initiative sur un secteur social particulier : celui des gens se référant au christianisme.

propos recueillis par
Jean Henri FERRIGOULES ■

Contribution au débat

Pour une critique politique de la religion

Un mouvement révolutionnaire doit-il s'intéresser au problème: religieux ? Y a-t-il là pour lui un terrain de lutte à prendre en considération ? On ne peut apporter à cette question une réponse de principe. L'intérêt pour les questions religieuses — comme pour d'autres questions — sera fonction de l'importance des institutions et des idéologies religieuses, de leur rôle social, de leur impact sur les rapports de classes à un moment donné.

C'est bien toujours ainsi que la tradition marxiste a envisagé la question. Marx a toujours insisté pour qu'il soit fait une critique politique de la religion, en elle-même ; de son point de vue, un athéisme de principe était une position tout aussi idéologique que son contraire, le théisme ; vu sous cet angle, affirmer ou nier l'existence de Dieu relève du même niveau de connaissance : la connaissance idéologique.

Ce qui importe, c'est de déplacer la question et de se demander ce que signifie, dans les rapports sociaux, l'existence d'affirmations et de pratiques croyantes ou incroyantes ; ce n'est pas sur la base d'une foi ou d'un athéisme que l'on peut fonder une théorie scientifique et une pratique révolutionnaire.

Cette nécessité de faire une critique politique de la religion sera affirmée ensuite par tous les grands théoriciens marxistes, d'Engels à Lénine et à Mao ; il serait assez paradoxal pour un marxiste d'affirmer que la critique de la religion est un préalable à la lutte pour le socialisme.



Qu'en est-il aujourd'hui de l'importance politique des questions religieuses ? On peut proposer plusieurs hypothèses de travail.

1) Nous héritons d'une longue période d'histoire où l'idéologie religieuse — le christianisme en Europe et dans les pays conquis et dominés par elle — a fourni le cadre et la forme de l'idéologie des classes dominantes. C'est à travers le monde de la religion que les hommes ont, pendant longtemps pensé leurs rapports avec la nature et leurs rapports sociaux.

En réalité, la destruction du monopole idéologique de la religion est à mettre au compte de la bourgeoisie ; la mise en place des rapports de production capitalistes est parallèle au développement de la « crise » religieuse que nous connaissons aujourd'hui.

Marx s'est partiellement trompé en disant que la religion poussait sur le fumier du capitalisme : la bourgeoisie montante — qui était naturellement voltairienne et anticléricale — a pensé pendant une période, que Dieu constituait le meilleur gardien possible de la propriété privée, et qu'il fallait donc se concilier ou se subordonner les Eglises, du moins dans les secteurs rentables ; le même Jules Ferry combattait en France l'influence cléricale dans les écoles,

mais dans les colonies encourageait le développement des missions. Mais, au moins depuis la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie française fait plus confiance à ses polices et à ses ministres de l'Intérieur qu'à Dieu, pour garder ses propriétés. Dieu est devenu une valeur ambiguë

2) Il l'a d'ailleurs toujours été, plus ou moins. Il serait historiquement faux, et peu dialectique, de ne considérer le christianisme que comme l'idéologie des classes dominantes européennes. Car c'est, aussi, sous la forme de l'idéologie religieuse que se sont souvent développés les mouvements populaires de révolte et de contestation sociale. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement à une certaine époque. Le christianisme, avant d'être récupéré par les classes dominantes, est né comme religion populaire, et ferment de révolution sociale. C'est par les pouvoirs politiques et religieux coalisés que le Christ a été crucifié, selon les récits évangéliques. Pendant plus de quinze siècles, les classes dominées ne l'ont pas oublié, et il a fallu trois ou quatre siècles de lutte idéologique de la part des classes possédantes pour détruire cette image et forger celle d'un Dieu de l'« au-delà », d'une religion destinée à détourner le peuple de toute lutte pour la transformation des rapports sociaux et à sublimer sa misère.

3) Aujourd'hui, l'idéologie religieuse a été remplacée dans une large mesure par l'individualisme libéral puis l'économisme technocratique. La bourgeoisie ne croit plus en Dieu, elle croit au « développement », à la « croissance », à la « technique » ; tout simplement et crûment, elle croit au capital et au profit, ses dieux de toujours ; elle n'utilise plus le christianisme que quand il sert encore d'instrument de lutte idéologique contre le « socialisme marxiste », ou de célébration symbolique de l'unité nationale entre toutes les classes, lorsque meurt un chef d'Etat par exemple. Electoralement, les masses chrétiennes sont encore un enjeu, et tout le monde aspire à les conquérir, à grand renfort de démagogie. Par contre, on constate que les masses chrétiennes sont aussi traversées par des contradictions qui ont fait surgir en leur sein des



courants révolutionnaires nouveaux. Ils sont caractérisés à la fois par une nouvelle pratique sociale et par un souci de manifester que cette pratique est justifiée par la tradition chrétienne : ils font une lecture révolutionnaire de la Bible, une lecture **matérialiste**.

L'existence en France de mouvements de chrétiens contestataires, le développement de ces mouvements dans les luttes sociales un peu partout dans le monde, la formulation de « **théologies de la libération** », de « **théologies noires** », tout cela est aujourd'hui d'une importance non négligeable pour le mouvement révolutionnaire. Faut-il ajouter que la CFDT et le PSU sont, pour une part aussi, le fruit des transformations politiques et idéologiques qui se sont faites au sein des masses chrétiennes ?

Ne sommes-nous pas parvenus à un point où un certain nombre de valeurs, nées de la tradition chrétienne, peuvent jouer un rôle spécifique dans l'essor des luttes et la construction du socialisme ?

Car, en fin de compte, c'est bien de stratégie qu'il s'agit. Le PCF en a formulé une, très claire ; le P.S. aussi, à sa façon. Pouvons-nous accepter la position simpliste de Marchais consistant à prendre comme critère d'évolution des masses chrétiennes ou de la hiérarchie, ecclésiastique le ralliement au Programme commun ? Pouvons-nous accepter le vague humanisme par lequel Mitterrand espère conquérir les chrétiens à un socialisme réformiste ?

Nous ne le pouvons pas car, chez l'un comme chez l'autre, domine le refus de prendre au sérieux les exigences de la lutte idéologique ; en fin de compte, cela revient à se soumettre purement et simplement à l'idéo-

logie de l'adversaire de classe, c'est-à-dire se livrer au réformisme politique le plus plat. La stratégie communiste et socialiste ne va pas actuellement au-delà d'un calcul électoral : c'est à qui gagnera le plus de voix chrétiennes à l'élection prochaine, par des médiations diverses qui vont de la hiérarchie à l'ensemble des organisations de classe d'origine chrétienne, confessionnelles comme l'ACO, ou déconfessionnalisées comme la CFDT.

Il n'est pas sûr que le calcul soit juste ; il sous-estime la conscience acquise par de nombreux militants, chrétiens ou non, que la lutte pour le socialisme ne peut pas dépasser un stade parlementaire, si elle ne transforme pas un certain nombre d'idées qui existent dans la tête des travailleurs. Parmi celle-ci, il y a une certaine idée de la religion qui soutient encore une morale populaire très répandue, un certain sens de ce qui est bien et de ce qui est mal (le « **péché** »), un certain fatalisme, le respect du pouvoir (« **tout pouvoir vient de Dieu** »)...

Un certain nombre de groupes et de journaux se sont donnés pour tâche spécifique cette lutte sur le front de l'idéologie religieuse ; nous n'avons pas à nous substituer à eux ; ils ont leur autonomie et entendent à juste titre la conserver. Mais peut-être que leur existence doit nous poser un certain nombre de problèmes dans notre façon de mener les luttes idéologiques. Un débat ne peut-il pas être mené dans le parti ? Que chaque lecteur s'exprime sur ce problème.

JEAN GUICHARD ■